

## "La douche froide" dans L'Europe en formation (1988)

**Légende:** Dans son éditorial de l'été 1988, la revue fédéraliste L'Europe en formation critique la politique européenne de Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, et invite les pays fondateurs des Communautés européennes à ne pas relâcher leurs efforts en faveur d'une Europe unie, notamment en matière politique et monétaire.

**Source:** L'Europe en formation. Été 1988, n° 282. Nice. "La douche froide", p. 3-6.

**Copyright:** (c) L'Europe en formation

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/la\\_douche\\_froide\\_dans\\_l\\_europe\\_en\\_formation\\_1988-fr-e6465e44-1341-4da7-9da3-7cc2e3a94417.html](http://www.cvce.eu/obj/la_douche_froide_dans_l_europe_en_formation_1988-fr-e6465e44-1341-4da7-9da3-7cc2e3a94417.html)

**Date de dernière mise à jour:** 13/09/2013

## La douche froide

### Editorial

POUR la Communauté, le mois de juin s'était achevé en beauté. Le conseil européen de Hanovre, après avoir reconduit Jacques Delors à la présidence de la commission, lui avait donné le mandat de mener à bien la réalisation du marché intérieur, en vertu du «plan» qui porte son nom, et d'animer un comité chargé de faire des propositions pour créer, enfin, l'union économique et monétaire qui, selon de précédents engagements, aurait dû l'être avant la fin des années 1970 !...

Les décisions de principe relatives à l'«Europe des diplômés» et à l'«Europe des capitaux» venaient d'être prises grâce à l'énergique présidence allemande. La Communauté venait, d'autre part, d'être officiellement reconnue par les pays du Comecon. Qui plus est, les sondages d'opinion publique européenne étaient au beau fixe.

Bref! Tout allait pour le mieux dans la meilleure des eurosphères, lorsque, patatras! Margaret Thatcher a décidé d'administrer une douche froide aux plus émoustillés des fervents de l'Europe, qui commençaient, ici et là, à prendre, selon *sa* conception des choses, leurs désirs pour des réalités. Il n'y a pas, en effet, la moindre équivoque dans les déclarations qu'elle a faites le 27 juillet à la B.B.C., et qui avaient, au premier chef, valeur d'avertissement pour Jacques Delors, qui s'était aventuré à dire et écrire que le Parlement européen pourrait partager la tâche législative avec les parlements nationaux et qui, en outre, avait appelé les Douze à réfléchir à l'opportunité de concevoir «une amorce de gouvernement européen». Propos sacrilèges! Déjà agacée par l'excitation des esprits continentaux à propos d'une éventuelle banque centrale européenne, la Dame de fer s'est littéralement défoulée.

Pas question de transférer des pouvoirs de Westminster vers cette assemblée de carton-pâte qui siège à Strasbourg ; pas question d'accepter ces «idées farfelues et absurdes» qui avaient inspiré l'austère, et au demeurant fort réaliste, président de la commission; pas question d'aller vers des États-Unis d'Europe et même vers une Union européenne (habillage asexué du précédent concept ou ambiguïté lourde d'interprétation équivoques).

Pour faire bonne mesure, Maggie a également décidé que les mandats du très conservateur Lord Cockfield et du travailliste Clinton Davis au sein de la commission européenne ne seraient pas renouvelés. Comme nul n'ignorait qu'elle gardait un chien de sa chienne à Lord Cockfield pour l'indépendance d'esprit dont celui-ci avait cru ne pas devoir se départir à propos de l'harmonisation des taux de T.V.A. et de la banque centrale européenne, le rappel en Angleterre de ce lord qui avait fini par adopter à Bruxelles «le mode de vie indigène» n'a pas vraiment surpris.

Plus révélatrice a été la décision du premier ministre de remplacer l'actuel vice-président de l'exécutif communautaire par Lord Brittan, personnage contesté en Grande-Bretagne même, qui avait été contraint de démissionner en 1986 de son poste ministériel en raison des circonstances qui l'avaient amené à faire un choix anti-européen dans l'affaire du sauvetage de la firme d'hélicoptères Westland. Les mauvaises langues disent même que Lord Brittan n'a rien à refuser à Margaret Thatcher, dont il serait devenu le «petit caniche». En outre, le nouveau commissaire de tendance travailliste, Bruce Millan, a voté en 1972 et 1975 contre l'adhésion britannique à la Communauté.

Quoi qu'il en soit, l'état de grâce est terminé à Bruxelles. N'avait-il pas duré de février 1987 au mois de juillet suivant, c'est-à-dire du conseil européen de février, qui a accepté la quasi-totalité des projets de la commission, au conseil de Hanovre? Nous entrons dans une période houleuse et incertaine, sous la présidence de la Grèce. Le constater n'est pas se résigner; il faut, au contraire, avoir le courage de réagir sans tarder. Si, en effet, la Grande-Bretagne, qui n'a jamais accepté de participer au mécanisme de change du système monétaire européen, s'oppose à la création d'une banque centrale européenne, est-ce une raison suffisante pour renoncer à l'avancée monétaire indispensable à l'accomplissement du grand marché ? Si la Grande-Bretagne, par ailleurs, ne veut pas encore sérieusement envisager de prendre part aux activités d'une authentique communauté politique européenne, pourquoi devrions-nous attendre pour susciter le processus

qui nous permettra d'atteindre cet objectif fondamental ?

Jean Monnet, qui avait une grande admiration pour les vertus démocratiques du peuple britannique et qui a milité pour l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté sans se décourager, avait coutume de dire: «créez le fait et la Grande-Bretagne viendra». Les Six ont créé le fait, malgré les tentatives des gouvernements de Sa Majesté, à l'époque, de favoriser la grande zone de libre échange. La Grande-Bretagne, constatant très vite qu'elle faisait fausse route, a rejoint, dès qu'elle en a eu la possibilité, la Communauté. Si la volonté existe parmi ses partenaires de progresser aujourd'hui envers et contre tout en direction de l'union monétaire et de l'union politique, le Royaume-Uni ne restera pas longtemps plongé dans un isolement mélancolique. Le «challenge» est lancé, en fait, à Paris, à Bonn, à Rome, aux capitales du Bénélux, c'est-à-dire aux pays fondateurs, en premier lieu; et pourquoi pas à la jeune Espagne démocratique qui s'ouvre à l'Europe !

Dans les années 1950 et 1960, la Communauté économique européenne naissante a dû vivre avec un personnage difficile, le général de Gaulle. Le modèle communautaire s'inspirait, en effet, beaucoup plus des idées fédérales et de l'approche de Jean Monnet que des concepts et des méthodes de l'homme du 18 juin 1940. Il a fallu sérieusement batailler pour que les gouvernements français finissent par se rallier, au fil des ans, à la règle de la majorité, à l'exercice de la souveraineté populaire européenne, à la notion de «ressources propres» pour alimenter le budget communautaire. Il faudra encore probablement bien des années pour transformer le frein britannique en accélérateur, sur la route de l'unité européenne. Mais encore une fois, nous n'avons pas d'autre choix: nous devons aller de l'avant et ne laisser aucun doute sur notre détermination.

Préconisant cette attitude, nous n'oublions pas d'ailleurs que beaucoup de Britanniques se sont montrés, dans les temps récents, aussi convaincus que nous-mêmes de la nécessité de «faire l'Europe» dans la perspective fédérale. C'est le cas, citons pêle-mêle, de Edward Heath, Shirley Williams, David Owen, George Thomson, Roy Jenkins, et de bien d'autres, notamment Lord Cockfield à la commission de Bruxelles et Lord Catherwood au Parlement européen. L'actuel président britannique de l'Union européenne des fédéralistes, John Pinder, n'a pas, d'ailleurs, d'approche différente de la nôtre. Nous pensons également aux nombreux amis britanniques de Jean Monnet; aux animateurs du Fédéral Trust; à certains cercles qui animent les milieux conservateurs et travaillistes, mais également les libéraux, les sociaux-démocrates, la City...

C'est précisément en agissant en relations étroites avec les européens de Grande-Bretagne que nous devons prendre aujourd'hui les devants. Si nous ne le faisons pas, nous ne ferions que les décevoir et les démobiliser. Nous n'avons aucun «feu vert» à attendre de Madame Thatcher, mais puisque, fidèle à elle-même, elle ne connaît que les réalités, créons, avec ou sans elle, ces réalités!

L'Europe en formation.